

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18579 - 72ÈME ANNÉE

Des inégalités renforcées par la détention ou pas d'un diplôme

**Une nouvelle politique nécessaire pour l'emploi des jeunes à La Réunion**



La Semaine du décrochage scolaire donne un coup de projecteur sur un des plus grands échecs des politiques menées depuis 70 ans à La Réunion : l'emploi pour les jeunes.

Jusqu'à samedi 10 décembre, le Rectorat de l'académie de La Réunion organise la Semaine de la persévérance scolaire. Elle vise à lutter contre le décrochage scolaire, c'est-à-dire le phénomène qui voit des jeunes quitter l'école sans diplôme. Selon les données les plus récentes de l'Éducation nationale, 3882 jeunes étaient dans cette situation en 2015, et 5885 en 2012. Cette baisse en trois ans montre des progrès, mais le défi reste considérable. En effet, le chômage des jeunes est un des principaux problèmes à La Réunion. Plus de la moitié des jeunes sont privés de travail. Une étude publiée par l'INSEE en novembre 2015 indique que « en 2013, parmi les jeunes qui ont quitté le système scolaire, 41 500 ont un emploi, soit seulement 40 % d'entre eux. Cette proportion est très faible en comparaison de la France métropolitaine (67 %) ».

### 19 % des jeunes sans diplôme ont un travail

Mais parmi ces abandonnés, il existe encore d'importantes inégalités. Une étude publiée par l'INSEE en novembre 2015 met en évidence le rôle joué par la possession d'un diplôme dans l'accès à un emploi pour un jeune Réunionnais :

« Le diplôme joue un rôle clé dans l'obtention d'un emploi, rôle qui s'avère même plus déterminant qu'en métropole. Sans diplôme, seulement 19 % des jeunes ont un emploi. Avec un CAP ou BEP, ils ont deux fois plus de chance d'être en emploi (39 %) et quatre fois plus avec un diplôme du supérieur (72 %).

Parmi les 18 500 jeunes titulaires d'un diplôme du supérieur sur l'île, 13 500 ont un emploi, 3 000 sont au chômage et 2 000 sont inactifs. Parmi eux, les jeunes femmes connaissent plus de réussite dans leur parcours scolaire : 22 % d'entre elles sont titulaires d'un diplôme du supérieur contre 13 % des hommes. Cependant, les jeunes hommes diplômés du supérieur s'insèrent plus facilement sur le marché du travail : 79 % ont un emploi, contre 68 % pour les jeunes femmes.

Les diplômés du supérieur sont presque aussi souvent en emploi

## Près de 4.000 jeunes ont quitté l'école sans diplôme en 2015

Chaque année, trop de jeunes de 16 à 18 ans quittent l'école sans diplôme ni qualification. Ce phénomène est particulièrement marqué dans l'académie, qui a un taux de décrochage deux à trois fois plus élevé que la moyenne nationale.

Différentes causes expliquent ce constat :

- le caractère récent de la scolarisation pour tous les élèves jusqu'à 16 ans (effective en 1997 dans l'académie, alors qu'elle date de la fin des années 60 en France),

- la très grande difficulté scolaire d'environ 10 % des élèves (1 % en moyenne en France),

- la faiblesse des perspectives d'emploi sur le territoire (58 % pour les moins de 25 %) qui touche même les plus diplômés.

Dans l'académie, le décrochage scolaire concerne 3 882 jeunes pour l'année 2015 (Ils étaient 5 885 en 2012). Ce chiffre correspond aux élèves de plus de 16 ans que l'on ne retrouve plus dans les effectifs de l'éducation nationale, de l'agriculture et de l'apprentissage et qui étaient scolarisés dans l'académie l'année scolaire précédente.

En 2015 :

- 61,9 % (2 405) des décrocheurs étaient scolarisés dans la voie professionnelle dont 25,3 % (984) en CAP.

- 42,4 % (1 648) ont décroché l'année du diplôme (soit après échec à l'examen ou départ au cours de l'année de terminale).

L'ensemble des actions de prévention et de remédiation menées par l'académie permettent de diminuer chaque année le nombre de décrocheurs :

- en 2014, ce sont 3 988 qui ont été contactés et 714 d'entre-eux se sont vus proposer une solution de retour en formation, soit une diminution de près 20 % du nombre de décrocheurs. Mais ce chiffre bien qu'encourageant est encore bien trop élevé et exige de poursuivre les efforts.

- en 2015, sur 1 350 jeunes qui ont accepté un accompagnement et qui ont été reçus pour des entretiens personnalisés avec des personnels des CIO et de la Mission de lutte contre le décrochage scolaire, 725 sont retournés en formation.

**Source : Rectorat de l'Académie de La Réunion**

que leurs homologues de métropole, ce qui n'est pas le cas pour les autres niveaux de diplôme. »

### 30.000 jeunes sans solution

Cette tendance est confirmée par les données diffusées lors de la dernière Commission transparence sur les emplois aidés. Invité à participer à cette rencontre, Maurice Girancel a noté des informations particulièrement inquiétantes. Les services de l'État ont annoncé que sur 37.000 jeunes sans diplôme, seulement 7.000 ont un emploi, pour la plupart un contrat aidé. Cela signifie que 30.000 autres n'ont aucune solution. Parmi ces derniers, la moitié est totalement sortie des écrans radars. Les services de l'État ne savent pas ce que ces jeunes deviennent.

La crise de l'emploi des jeunes est la combinaison de plusieurs facteurs. Elle commence à l'école, avec

un nombre toujours trop important de jeunes qui passent au moins 10 ans de leur vie dans le système éducatif sans obtenir une qualification reconnue au terme de cette période. Elle se poursuit ensuite avec le chômage massif qui existe depuis des décennies à La Réunion. Les moins de 3.000 emplois annuels créés par l'économie de notre île sont insuffisants pour faire face à la croissance de la population active.

Ce fait est une nouvelle illustration de l'impasse du système en place à La Réunion. Une nouvelle politique reste plus que jamais d'actualité pour donner aux jeunes une perspective. Cela peut se décliner par des mesures permettant d'adapter les lois et de donner aux Réunionnais les moyens de gérer leurs affaires en fonction de la situation spécifique de La Réunion. C'est le combat que mène le Parti communiste réunionnais depuis sa création.

## Edito

# Les partisans des énergies fossiles au pouvoir à Washington

**D**onald Trump a nommé Scott Pruitt à la tête de l'Agence américaine de protection de l'environnement. Scott Pruitt est connu comme un partisan des énergies fossiles, et affirme ne pas croire à la responsabilité des activités humaines dans le réchauffement climatique. Il est qualifié de courroie de transmission des compagnies pétrolières au Parlement des États-Unis, le Congrès. Cette nomination fait suite à celle de Harold Hamm en tant que conseiller du président élu des États-Unis à l'énergie. Harold Hamm est le PDG de Continental Ressources, compagnie pétrolière américaine.

Ces décisions vont dans le droit fil d'une campagne électorale au cours de laquelle Donald Trump s'est engagé à combattre les décisions visant à lutter contre le changement climatique. Il a publiquement nié ce phénomène, et a promis de remettre en cause la ratification de l'Accord de Paris.

Les choix de Donald Trump interviennent au moment où l'OPEP tente de faire monter les cours du pétrole en réduisant la production. Mais cette hausse a une limite. Le prix du pétrole ne peut pas dépasser celui de ses substituts. Or, au cours de ces dernières années, les États-Unis ont développé le pétrole de schiste. Extrait des roches du sous-sol, il permet de remplacer le pétrole classique venant aujourd'hui en grande partie du Moyen-Orient. La hausse du prix du pétrole rendra donc plus attractif l'usage du pétrole de schiste, au grand bénéfice des compagnies pétrolières des États-Unis.

Cette volonté de nier le changement climatique venant du président du plus grand pollueur historique est très inquiétante. L'année 2016 est en train de battre les records de chaleur établis pas plus tard que l'année précédente. C'est une crise environnementale sans précédent pour l'humanité, alors que jamais la population n'a été aussi élevée et que cette croissance démographique va se poursuivre tout au long de ce siècle. Cela signifie qu'il est urgent d'agir.

Mais l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et les décisions qu'elle entraîne risque de ramener le monde plusieurs décennies en arrière, à l'époque où le changement climatique n'était pas connu. Si la première puissance économique remet en cause tous les progrès faits dans la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, alors la catastrophe va s'accélérer.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71<sup>e</sup> année  
Directeurs de publication :  
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29  
E-mail : redaction@temoignages.re  
SITE web : www.temoignages.re  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23  
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re  
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

## Le PCR invité au 20e Congrès du PCP

# Les Communistes Portugais demandent la sortie du Portugal de l'Union Européenne et de l'Euro

Au nom du PCR, Ary Yée Chong Tchi Kan a participé au 20e Congrès du Parti Communiste du Portugal qui s'est tenu du 2 au 4 décembre 2016. De retour, il répond aux questions de "Témoignages" sur les enjeux d'un tel déplacement.



Le délégué de La Réunion entre les représentants de Grande Bretagne et du Front Polisario.

**Dans quelles conditions le PCR a-t-il été amené à participer à ce Congrès ?**

Tout d'abord, il faut savoir que le PCR est invité à de nombreuses initiatives dans le monde. La direction évalue la nécessité d'y participer ou

pas. Son déplacement est conditionné par des relations de respect fondées sur des principes, sur l'échange d'analyse et sur le besoin de compléter la compréhension réciproque. Sur 62 représentations extérieures à ce Congrès, nous étions seul issu du bassin sud-ouest

de l'Océan Indien. Par contre, l'Afrique du Sud, le Mozambique, l'Inde, le Sri-Lanka y étaient représentés.

**Pouvez-vous nous exposer les enjeux qui ont déterminé ce déplacement ?**

Il y en a trois, principalement, qui concerne La Réunion et les communistes. Le PCP remet en cause l'intégration du Portugal dans l'Union européenne et demande la sortie de l'Euro. Ça valait le coup de comprendre si cela participe d'un mouvement de fond, historique, ou bien d'un phénomène conjoncturel. Ensuite, le Portugal est une ancienne grande puissance coloniale et les Communistes ont payé par des années de prison leur position anti-colonialiste et leur volonté de démocratisation de la vie politique. Il était intéressant de voir le rôle des Communistes dans le nouveau contexte post-colonial. Enfin, l'année prochaine le débat sera très vif à l'occasion du centenaire de la révolution d'octobre 1917 qui porta au pouvoir, en Russie, Lénine et les Bolchevik, et qui a eu une influence indéniable sur le cours de l'histoire. Ce sont des sujets qui intéressent

## In kozman pou la rout

« Pèz dsi la ké pou oir si la tête i bouz »

Sa in kozman nana bopé d'moun i ansèrv de sa zordi ankor. Sans prop ? Nana désèrtin bébète, ou na l'inpèryon zot lé mor é kan ou i touch azot, zot i mète a bouz-bouzé èpi zot ifilosh dovan ou. Moin la fine oir bann lézar fé sa, sansa bann koulèv i sava sansa i sort shanj de po. Nou na poin pou fé in shapite la dsi ! Mé sans figiré, sé in n'ot afèr : na demoun i kash la vérité, mèm si demoun i pans sé zot ké la fé in n'afèr a n'pa fèr. Lèrla, pou débisk azot, désèrtin i lans in fraz anlèr. La plipar d'moun i konpran pa lo sans, touléka i réazi pa. Mé sak la fé l'afèr, i konpran bien kisa lé vizé. Aprésa son réaksyon i pé dézign ali konm koupab sof si li lé pou arien la-dan, sansa si li réazi pa ditou pars li pé fé konm lo dsi fèye sonz si li lébien abityé. Alé ! Mi éstop la mèm, mi lès azot kass z'ot tête la dsi é ni artrouv pli dvan sipétadyé.



Une vue de la salle du Congrès depuis la tribune officielle

l'avenir de La Réunion et qui méritent beaucoup de discussions.

### Que pouvons-nous retenir d'essentiel de ces 3 jours de Congrès ?

Le PCP est déterminé sur ses positions de recouvrer la souveraineté du Portugal sur les affaires du pays, y compris la finance, puisqu'il prévoit la nationalisation des Banques. En pleine cure d'austérité, l'Europe a exigé que l'état injecte près de 5 milliards dans le capital d'une banque pour la sauver de la faillite. Résultat de l'ensemble, il a fallu emprunter et faire supporter au peuple le remboursement. La dette atteint 125% du PIB, en 2015 et le déficit public est passé de 4,8 à 7, 2%. Les Congressistes ont abondamment illustré les conséquences de cette situation et les formes de luttes entreprises pour atténuer la souffrance des travailleurs et des producteurs. Le contexte de la crise grecque et la sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne alimentent la réflexion de nombreux délégués européens présents à ce Congrès : ils considèrent que le projet d'intégration actuel n'a pas d'avenir. Cette question touche également Madère et les Açores qui font partie du Portugal, et qui sont

des RUP comme La Réunion. Depuis dimanche, les résultats déstabilisateurs du référendum italien ont renforcé la conviction que le projet européen a du plomb dans l'aile. Interrogé sur les conditions de cette sortie, le PCP répond qu'il s'agit de négocier un processus raisonnable.

### Vous décrivez-là, en fait, une partie de la situation post-coloniale du Portugal?

Rappelons simplement que l'empire portugais couvrait le Brésil, le Cap Vert et la Guinée-Bissau, l'Angola, le Mozambique, Sao tome-Principe, Timor oriental et Macao etc. "La révolution des œillets" qui a chassé la dictature Salazar du pouvoir a permis de mettre fin aux guerres coloniales à partir de 1975. (Brésil, il était indépendant depuis quasiment un siècle avant et Macau a été rendu à la Chine en 1997, sans effusion de sang). Le PCP garde beaucoup de références de son leader charismatique Alvaro Cunhal qui avait participé aux premières réformes structurelles profondes de l'économie et de la société post-coloniale, notamment la période des réformes agraires. Les anciennes colonies devenues indépendantes étaient présentes au Congrès. Le MPLA (Angola) et le FRELIMO (Mozam-

bique) sont intervenus à la tribune pour saluer le PCP et louer la coopération entre leurs pays. Par un retournement de l'histoire, le PCP qui a soutenu l'indépendance des colonies, revendique la sortie du Portugal de l'Union Européenne, afin de recouvrer sa pleine souveraineté! Son programme s'intitule : "An advanced democracy. The values of April in the future of Portugal".

### Au fond, la lutte des peuples pour leur émancipation continue...

Ce sera probablement un élément à mettre au bilan du centenaire de la révolution d'octobre 1917 : l'émancipation des peuples opprimés et des travailleurs exploités. En tout cas, le PCP a voté une résolution rappelant que : "Socialism, necessary today and for the future". Au-delà du contenu du Congrès, j'ai noté un élément du changement culturel : le Français a perdu son usage de langue Européenne et internationale. Les documents étaient réalisés en portugais et en anglais. Ce constat mesure le délitement de l'influence française dans le concert mondial des Nations.

## Journée de sensibilisation et de solidarité sur la révolte de 1947 à Madagascar

# Mars 1947 : un témoignage indélébile des aspirations de la nation malgache à la Liberté et à la Dignité -1-

Après la description des liens historiques entre Madagascar et La Réunion, la journée de dimanche dernier organisée à Saint-Leu par l'association REAGIES s'est poursuivie par la description de la révolte de 1947 à Madagascar et de la répression qui a suivi. Alain Dreneau a présenté un exposé à ce sujet, voici la première partie.

Le 29 mars 1947 : « Tout commence ce 29 mars » lit-on souvent dans les récits sur la grande révolte de la nation malgache. En fait, tout ne commence pas cette nuit-là, car le 29 mars 1947 s'inscrit dans la longue histoire de la domination coloniale française. Une histoire de répression, de sauvagerie et d'arbitraire, longue de plus d'un demi-siècle, qui va accoucher de cette révolte populaire de 47, de ce « refus du peuple malgache de mourir sans résister » (selon l'expression de Raymond William Rabemananjara).

Dès l'instauration de la colonisation proclamée le 6 août 1896, Madagascar a subi une répression d'une extrême brutalité, maquillée en "pacification", sous le commandement à la tête du corps expéditionnaire du général français Gallieni. Par la suite, des mouvements de résistance n'ont jamais cessé. Le travail forcé - rétablissement d'un nouvel esclavage - est instauré en 1926. La Seconde Guerre mondiale, très dure pour la population malgache qui a dû consentir un effort qui l'a affamée, a entraîné un contexte international favorable à la montée des aspirations des peuples. En mai 1945, la répression de Sétif en Algérie a eu une influence considérable sur les autres colonies françaises. De retour à Madagascar, les soldats qui se sont battus contre le nazisme sont à nouveau traités comme des indigènes sans que la France ne mesure la montée internationale du désir indépendantiste. En 1946 est fondé le MDRM (Mouvement démocratique de la rénovation malgache). Dès sa création il revendique l'indépendance et le statut

d'Etat libre au sein de l'Union française. En novembre 1946, il remporte haut la main les élections à l'Assemblée nationale française, malgré les fraudes couvertes par l'administration coloniale. Trois députés issus de ce parti sont élus : Raseta, Ravoahangy et Jacques Rabemananjara. Appuyé sur un immense élan patriotique, le Mouvement démocratique de la rénovation malgache entend obtenir le retour à la souveraineté nationale par la voie parlementaire et la négociation. La seule réponse du gouvernement français est le refus absolu de rendre à Madagascar sa souveraineté.

Tout cela a provoqué dans le peuple malgache une prise de conscience grandissante du caractère insupportable de la situation, et créé un contexte politique propice à l'organisation de la résistance anticoloniale.

\* \* \*

Dans la nuit du 29 mars 1947, des groupes de patriotes armés (sans doute liés à des sociétés secrètes qui existaient depuis quelques années) attaquent le camp militaire de Moramanga, ainsi que d'autres bâtiments militaires et administratifs dans le pays. Mais l'embrasement général, attendu par les insurgés, n'a pas lieu et assez vite, les émeutes se concentrent essentiellement sur une dizaine de districts, qui seront maintenus en état de siège jusqu'en 1956. La révolution tourne en une guérilla dans l'est du pays où les résistants se réfugient dans les forêts. Ils y connaissent des conditions de vie très pénibles qui feront mourir une grande partie d'entre eux. Le déséquilibre des forces est total entre les patriotes - porteurs de simples sagaies -, et les soldats français secondés par les tirailleurs sénégalais. L'armée coloniale va opérer une répression aveugle. Dès avril, les autorités françaises font débarquer 18 000 hommes. Le corps expéditionnaire va monter jusqu'à 30 000. Les représailles visent et réussissent à provoquer la terreur dans la population.

Les villages sont saccagés, les biens et les récoltes sont détruits, les habitants sont chassés et pourchassés dans les forêts.

La violence de l'armée française est symbolisée par l'épisode du 5 mai 1947 : un train contenant de nombreux insurgés prisonniers est mitraillé sur le quai de la gare de Moramanga, provoquant quatre-vingt-dix-neuf morts selon les rapports officiels de l'armée française. Des dizaines de milliers d'arrestations sont effectuées, dont celles des cadres et des membres du MDRM. La torture est pratiquée de façon systématique, pour extorquer les aveux les plus invraisemblables aux personnes captives, avec la collusion ouverte de l'appareil d'instruction judiciaire et de la police tortionnaire. Les exécutions sommaires s'accumulent. Des personnes encore vivantes, désignées par le terme horrible de « bombes humaines », sont jetées depuis des avions au-dessus des villages pour terroriser les villageois. La résistance qui durera 21 mois ne sera réduite qu'avec l'extinction des foyers rebelles, repliés dans les forêts, frappés à mort par la faim et la maladie.

IL convient d'aborder maintenant la question traumatisante du nombre de morts. Une source fiable, qui ne peut pas être réfutée, est celle fournie par l'armée française elle-même. C'est la déposition faite à la fin de l'année 1948 devant les parlementaires par le général Garbay, chargé en personne de la si mal-nommée "pacification". Il donne le chiffre de 89.000 morts. Ce chiffre officiel ne peut à l'évidence être taxé d'exagération, provenant des auteurs mêmes de la répression, qui n'ont pas pour habitude de "gonfler" le nombre de leurs victimes. Il est au contraire très fortement suspecté de sous-estimation. Le chiffre de 100.000 morts - et même sans doute bien plus - est inscrit en lettres de sang dans la mémoire populaire malgache.

(à suivre)

## Justice complice

**A** quand un musée des Exilés, des Émigrés, un musée de plein air, en plein cœur de Paris, destiné à tous ceux qui sont partis, n'en pouvant plus, à ceux qui auraient désiré fuir aussi, qui auraient voulu d'un ailleurs et qui n'en ont pas eu les moyens, qui ont dû en rabattre sur leurs rêves ? Paris a son musée de l'immigration (juste retour des choses pour celle qui ne fut pas construite avec ses seules forces), mais n'a pas érigé de monument ailé à la mémoire vivante de l'émigration : c'est bien là une constante française que de ne pas pouvoir faire face à ses échecs, que de ne pas s'abaisser à les reconnaître, une constante nationale que de fermer les yeux. C'est ici d'échec que Bernard Elhaik parle, l'échec d'un système, d'une méthode, une habitude. Ou plutôt d'une cécité volontaire, c'est-à-dire une corruption entretenue.

Cela fait à présent plus de 8 ans que sa fille Carole est entre la vie et la mort, plongée dans un coma végétatif, au cœur d'un établissement spécialisé. Cela fait plus de 8 ans que ce père demande la reconnaissance des faits qui ont amené Carole à cette extrémité de l'être. C'est un acte d'amour que son combat intitulé. Carole a laissé une famille, une sœur jumelle, Sandie. C'est sur le sable qu'on écrit des lettres pour qu'elles soient emportées par la marée. Sandie a laissé à sa sœur des lettres sur sa table d'hôpital, pour un réveil inespéré, elles ne seront pas lues, elle les a laissées jusqu'à ce qu'elle comprenne que sa sœur ne se réveillera plus : « Pendant des mois, je n'ai pu me regarder dans un miroir parce qu'il reflétait à l'identique le visage de ma sœur qui me manquait terriblement. Le jour où j'ai compris que son état végétatif était définitif, j'ai connu le sentiment d'être seul. Je me suis sentie comme amputée de la moitié de mon être », elle ajoute : « Je préférerais quand on m'appelait Carole, parce qu'on nous confondait » : cela marquait leur existence à toutes deux, elles étaient unies par cette confusion même. Et puis, brusquement, le miroir n'a plus rien reflété. Ou plutôt elle y distingua un fantôme qu'elle s'est mise à fuir, elle a quitté la France pour Israël.

La justice tombait mal. L'hôpital aussi. Pour une fois, c'était un docteur, attaché d'enseignement à l'université Paris VII, à qui la justice et l'hôpital essayaient d'en conter. La justice a trop l'habitude de mener en barque de petites gens, des

gens qui ont le dos rond, elle ne s'attend pas, dans ses certitudes et dans la promotion dont elle se berce, à ce qu'on lui résiste.

La sagesse populaire répète qu'il ne fait pas bon aller en urgence à l'hôpital pendant les fêtes et en fin de semaine. Les pontes prennent aussi des vacances. Elle dit que « ce sont les bouchers qui opèrent. » Carole vient d'accoucher, elle a des maux de tête très intenses, suivis de vomissements, elle ne tolère plus la lumière, elle est emmenée aux urgences un samedi soir. On la bourre de médicaments, et on la fait sortir le lendemain, pour le lundi la rappeler afin qu'elle revienne à l'hôpital. L'IRM n'a pas été lu, il est en fait alarmant.

Détaillons les étapes. UN : Il y a une semaine que Carole a accouché, elle est prise de maux de tête. Angiopathie du post-partum : 150 cas environ en France chaque année, bénigne et réversible. La littérature médicale est abondante.

DEUX : Un médicament lui avait été prescrit à sa demande pour arrêter la lactation : le Parlodel. Or, dans 75 % des cas, l'apparition de l'angiopathie du post-partum est associée à la prise du Parlodel (bromocriptine). Un cas décrit dans la Revue de Médecine Interne évoque que le simple fait de supprimer la prise de Parlodel entraîne la régression de ces symptômes.

« Beaucoup de femmes se sont vu prescrire de la bromocriptine pour prévenir ou arrêter la lactation. Or, aujourd'hui, ce médicament est associé à un trop grand nombre d'effets indésirables graves pour continuer à être utilisé dans cette indication. » Dans un communiqué du 25 juillet 2013, l'Agence du médicament annonce que le rapport bénéfice/risque n'est plus favorable (survenues d'effets indésirables rares mais parfois graves, cardiovasculaires dont l'AVC, neurologiques et psychiatrique), si bien qu'il ne doit plus être utilisé à cette fin. Aucune demande en ce sens aux urgences, alors que le fait qu'elle vient d'accoucher n'est pas ignoré. Au contraire : Carole est mise sous perfusion de Profenid (TROIS), alors que le diagnostic n'est pas établi et que le risque hémorragique n'est pas écarté. Or, « le Profenid comme tout AINS (anti-inflammatoires non stéroïdiens) ne peut être administré précocement en cas de céphalée importante que chez les migraineux connus et reconnus », ce qui n'était pas son cas.

QUATRE : En résulte un AVC, hémorragie cérébrale violente accentuée

par le Profenid. « Le cerveau est fustillé ». Prenant conscience de la faute, le Dr. Elhaik se retourne contre l'hôpital. 8 années de procédures vaines, où les approximations s'ajoutent aux mensonges et aux dissimulations.

L'auteur médecin pose alors la question fameuse de l'indépendance de cette justice qui « n'a jamais accepté de prendre des experts indépendants des hôpitaux publics », qui dans un réflexe corporatiste protègent leurs pairs, pour conclure : la justice s'est refusée « à faire la synthèse des informations reçues et de toutes les contradictions. Elle a fait fi de la réglementation en vigueur et de la loi en multipliant les erreurs », pour préciser factuellement : « ce qu'elle affirme à propos du Parlodel est faux : la contre-indication vis-à-vis de l'hémorragie cérébrale concerne le Profenid et non le Parlodel qui lui est contre-indiqué selon les références de la Sécurité sociale dans l'angiopathie cérébrale. »

Il y a des réalités dont ne parle pas : c'est que l'hôpital est malade. Avec 15 millions d'hospitalisation en France en 2013, les décès liés aux erreurs médicales pourraient avoisiner les 50.000, représentant la 3e cause de mortalité du pays après les cancers et les maladies cardiovasculaires, indique un article du Monde du 4 mai 2016. Cela fait quelque dix mille morts par an.

Pour soigner la maladie de l'hôpital, il faudrait mettre en place des protocoles. Ce qui ne se fait pas, du fait que les erreurs médicales sont très peu judiciairisées.

« Si les procès au pénal d'équipes médicales, précise le Dr. Elhaik, sont très médiatisés, ils restent assez rares. Et davantage, quand il s'agit de condamnations à de la prison ferme ; comme dans le cas des irradiés d'Épinal, en première instance où les médecins ont été condamnés à quatre ans de prison, dont 18 mois ferme (près de 450 personnes traitées pour des cancers de la prostate ont subi une surdose de radiation, 12 sont décédés, beaucoup d'autres ont gardé de graves séquelles). La peine a été réduite en Appel à trois ans de prison avec sursis intégral. Comme quoi la justice a du mal à mettre sur le banc des accusés des médecins et encore plus à les envoyer en prison. »

Il ne fait pas bon avoir un mal de crâne à l'hôpital un samedi soir, une veille de fête. Aussi souhaitons-nous un joyeux Noël à tous les bien-portants. Pour les autres, on croise les doigts.

*Jean-Baptiste Kiya*

# Oté

## Mé i fo sirtou fini avèk so l'éstati lanspèk k'i kontrarye nout dévlopman

*Avan yèr dsi Rényon promyèr moin la antann in gran kador apré parl nout balans komèrsyal. An fète li lété okipé apré dir nout l'éspòrtasyon i kouv mèm pa dis pour san nout l'inportasyon. Pou inn sé a popré kat san sinkant milyon l'éro : sa sé nout l'éspòrtasyon. Pou l'ot sé kat milyan édmi l'éro é sa sé nout l'inportasyon. Zot i konpran sa lé bien insignifyan pou La Rényon.*

*Pou kosa ? Pars lo l'arzan k'i tourn isi shé nou, li tourn pa tro lontan. A pène arivé, ala ké li pran son shomin o trip galo pou li alé dann La Frans, épi dann l'erop pou in bone par. Nout parti i apèl sa l'èsploitàsyon néo-kolonyal. Dann Rényon promyèr i di pa bann gro mo konmsa. I ésplik sa par lo pti pé dmoun ké nana shé nou, épi par la féblès nout l'ékonomi. Mé solman, i di pa nou pou kosa. I di pa nou aköz :*

*- ni manz do ri mé ni plant pa, ni manz do pin mé ni plant pa lo blé, ni ansèrv pétrol avèk sharbon é sa la poin shé nou. I di pa nou non pli pou kosa nou la poin l'indistri shimik, pou kosa nou la poin l'indistri médikaman. I di pa nou ankor pou kosa nout l'indistri la konésans lé pa pli dévlopé ké li lé dann so vintéinyèm syèk.*

*Boudikont i di pa nou pou kosa nout l'ékonomi lé pa plis dévlopé ké sa. Pars i pé pa dévlop ali ? A non ! Sa sé in kozman k'i fash. Nout l'ékonomi i pé z'ète dévlopé mé i fo pou sa la volonté pou dévlopé, é sirtou i fo gouvèrnman i arète avèk so l'éstati lanspèk k'i anpèsh anou dévlop nout péi ! Boudikont i fo li mète in poin final avèk l'èsploitàsyon néo-kolonyal.*

*Justin*